

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jueidis à 3 heures du soir.

Matahiti 53.
N° 52.

Te Uea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha
29 titoma 1904.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):
 Métropolitain — Un an. 18 fr. || Extérieur — Un an. 20
 id. Six mois. 10 » || id. Six mois. 11 »
 id. Trois mois. 6 » || id. Trois mois. 6 50
 Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

PRIX DES ANNONCES (au comptant):
 Les 20 premières lignes..... 50 c. la ligne
 Au dessus de 20 lignes..... 25 d.
 Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

Avis. — Le Gouverneur ne recevra pas le 1^{er} janvier 1905.
 Erratum.
 Arrêté rendant exécutoire le budget des Recettes et des Dépenses du service Local des Etablissements français de l'Océanie pour l'année 1905.
 Arrêté créant un impôt sur la propriété bâtie (*Texte tahitien y annexé*).
 Arrêté ouvrant au budget du service Local, exercice 1904, un crédit d'ordre de la somme de 200,000 francs.
 Arrêté portant ouverture de crédits provisoires au compte de divers chapitres du budget Colonial, exercice 1904.
 Arrêté autorisant l'ouverture au budget de la commune de Papeete, de divers crédits supplémentaires.
 Arrêté approuvant une délibération du Conseil municipal portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,100 francs.
 Arrêté réglant à nouveau le mode de perception de la taxe sur les chiens (*Texte tahitien*).
 Arrêté autorisant le Trésorier-payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des taxes irrécouvrables sur l'exercice 1903.
 Arrêté accordant à M. E. Helme, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,285 fr. 72 et remboursement d'une somme égale payée en trop.
 Arrêté accordant à M. E. Helme, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,607 fr. 14 et autorisant le remboursement de celle de 107 fr. 14 payée en trop.
 Arrêté accordant à M. W. Brander, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,285 fr. 72 et autorisant le remboursement de celle de 961 fr. 29 payée en trop.
 Arrêté dégrevant d'une somme de 1,285 fr. 72 M. W. Brander, scaphandrier aux Tuamotu.
 Décision nommant les magistrats devant être adjoints au Conseil du Contentieux administratif pour l'année 1905.
 Décision nommant les membres de l'assistance judiciaire pour l'année 1905.
 Décision fixant les quatre sessions de la Haute-Cour tahitienne pour l'année 1905.
 Décision désignant les fonctionnaires chargés de recevoir les déclarations des propriétaires de chiens.
 Nominations, Mutations, Mouvements.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis concernant les jeunes gens nés aux colonies de parents habitant ou ayant habité la France, l'Algérie ou la Réunion.
 Avis. — Concours pour deux emplois de commis de 3^e classe du Secrétariat Général.
 Service des Contributions. — Avis au sujet des patentés et négociants.
 id. — Avis concernant les détenteurs de permis de port d'armes.
 Enregistrement et domaines. — Location de terrains domaniaux.
 Caisse agricole. — Achats de produits.
 — Consignations de vanille.
 Service postal. — Marche des courriers.

PARTIE OFFICIELLE

Gouvernement des Etablissements français DE L'Océanie

Le Gouverneur *p. i.* des Etablissements français de l'Océanie ne recevra pas le 1^{er} janvier 1905.

ERRATUM

à l'arrêté du 23 décembre 1904 relatif à la perception de la taxe sur les chiens.

A supprimer : « Vu l'avis conforme du Trésorier-payeur ».

ARRÊTÉ rendant exécutoire le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1905.

(Du 28 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 40 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'article 6 du décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil général de Tahiti et Moorea et création d'un Conseil d'Administration des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans ses sessions budgétaires de 1904 ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le Budget des Recettes et des Dépenses du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, pour l'exercice 1905, est rendu exécutoire conformément aux tableaux A et B, ci-annexés, savoir :

Recettes.	1.797.700 ^f »
Dépenses.	1.797.700 »

Art. 2. Des crédits sont ouverts, pour les dépenses de cet exercice, jusqu'à concurrence de la somme de : *Un million sept cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cents francs.*

Art. 3. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1904.

HENRI COR.

Tableau A. — RECETTES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, exercice 1905.

NATURE DES RECETTES	Prévisions	Observations
RECETTES ORDINAIRES		
Chapitre 1 ^{er} . — Contributions sur rôles.....	445,900 ^f	
— 2. — Droits perçus sur liquidations. . .	1,059,900	
— 3. — Produits divers et recettes à différents titres....	125,900	
— 4. — Subventions.....	150,000	
— 5. — Recettes d'ordre..	Mémoire	
RECETTES EXTRAORDINAIRES		
Prélèvement sur la Caisse de réserve.....	16,000	
Total.....	1.797.700^f	

Arrêté en Conseil d'Administration le présent état de Recettes à la somme de un million sept cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cents francs.

Papeete, le 28 décembre 1904.

Le Gouverneur p. i.,
HENRI COR.

Tableau B. — DÉPENSES du Service Local des Etablissements français de l'Océanie, exercice 1905.

NATURE DES DÉPENSES	Crédits alloués	Observations
Chapitre 1 ^{er} . — Dettes exigibles..	26,644 ^f 85	
— 2. — Administration générale.....	158,462 50	
— 3. — Services de police et de surveillance.....	133,765 74	
— 4. — Service sanitaire, Pensions et assistance publique.....	44,055 68	
— 5. — Imprimerie.....	33,200 »	
— 6. — Ports et rades..	33,069 50	
— 7. — Instruction publique et cultes..	131,230 »	
— 8. — Justice.....	97,724 80	
— 9. — Services financiers	115,296 »	
— 10. — Postes et télégraphes, Services de navigation réguliers.....	266,059 »	
— 11. — Ponts et chaussées et cadastre....	24,100 »	
— 12. — Dépenses diverses.	153,403 »	
— 13. — Travaux publics..	124,039 45	
— 14. — Dépenses d'ordre.	65,728 46	
— 15. — Marquises.....	84,307 22	
— 16. — Tuamotu.....	123,588 20	
— 17. — Iles-Sous-le-Vent.	87,840 22	
— 18. — Gambier, Iles australes et Rapa.	79,184 88	
Total.....	1.797.700^f »	

Arrêté en Conseil d'Administration le présent état de Dépenses à la somme de un million sept cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cents francs.

Papeete, le 28 décembre 1904.

Le Gouverneur p. i.,
HENRI COR.

ARRÊTÉ créant un impôt sur la propriété bâtie.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu le décret du 19 mai 1903 portant suppression du Conseil Général et création d'un Conseil d'Administration ;

Vu la dépêche ministérielle du 7 octobre 1904 n° 55 approuvant la création d'un impôt sur la propriété bâtie ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date de ce jour ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. L'impôt foncier sur la propriété bâtie est créé dans les Etablissements Français de l'Océanie pour compter du 1^{er} janvier 1905.

Il frappe les constructions de toute nature ainsi que le sol sur lequel elles reposent et celui qui en dépend directement tels que cour, jardin.

Art. 2. La contribution foncière des maisons d'habitation ainsi que de tous autres bâtiments ou constructions non désignés dans l'article 6 ci-après, est déterminée, soit que le propriétaire les occupe ou les fasse occuper à titre gratuit ou onéreux ou les laisse vacants, d'après leur valeur locative actuelle réelle ou estimée.

Art. 3. Cet impôt est fixé annuellement à 3 p. 0/0 sur la valeur locative annuelle.

Art. 4. L'évaluation de cette valeur locative est déterminée en premier ressort :

Premièrement : à Papeete et sur tout le territoire de la Commune par une commission composée comme suit :

Le Maire de Papeete, *Président* ;

Un Conseiller municipal,

Deux propriétaires fonciers habitant la Commune, choisis parmi les plus imposables,

Un agent du Service local,

Le secrétaire de la Mairie, *secrétaire*.

Les quatre membres de la Commission autres que le Maire de Papeete seront désignés par décision de M. le Gouverneur.

Deuxièmement : Dans chaque district par une commission composée :

1° du Président du Conseil,

2° d'un Conseiller de district,

3° de deux propriétaires choisis parmi les plus imposables du district,

4° d'un agent du Service Local,

5° du secrétaire de l'état-civil, *secrétaire*.

Les quatre premiers désignés par le Gouverneur.

Troisièmement : Dans les archipels la commission sera composée, quand il y aura lieu de la faire fonctionner, de l'Administrateur, de l'agent spécial et du Chef de district.

Art. 5. L'appel des décisions rendues par les Commissions prévues à l'article précédent sera porté devant le Tribunal du Contentieux administratif.

Cet appel pourra être formulé soit par l'Administration locale soit par le contribuable intéressé dans le délai de trois mois à partir du jour de la publication du rôle.

Ce délai sera porté à six mois pour les archipels.

Art. 6. Ne sont pas imposables à la contribution foncière :

1° Les maisons, bâtiments ou édifices appartenant à l'Etat, à la

Colonie et à la Commune, lorsqu'ils remplissent l'une des conditions ou de ne pas être productifs de revenus ou d'être affectés à un service d'utilité publique ;

2° Pendant cinq ans les maisons neuves à partir du 1^{er} janvier de l'année où elles seront devenues habitables, à la condition toutefois que le propriétaire fasse constater l'époque où l'immeuble est rendu habitable, à Papeete, par le Maire de la ville et, dans les districts, par le Président du Conseil. En ce qui concerne les maisons déjà construites au 1^{er} janvier 1905 et n'ayant pas 5 ans d'existence à cette époque, il appartiendra aux commissions d'évaluation de fixer le point de départ du délai d'exonération.

3° Les édifices affectés à un culte religieux reconnu par l'Etat ;

4° Les bâtiments à usage d'école quels qu'en soient les propriétaires.

Art. 7. Seront exonérés du paiement de l'impôt les propriétaires ou usufruitiers des immeubles bâtis dont l'ensemble des revenus sera reconnu inférieur par an, quel que soit le lieu où ils sont situés, à 600 francs, chiffre considéré comme représentant, au denier 10, une valeur vénale de 6,000 francs.

Art. 8. Il pourra être attribué au budget de la Commune de Papeete une part proportionnelle de l'impôt frappant les immeubles situés dans l'étendue de son territoire. Cette part serait alors déterminée par arrêté du Gouverneur en Conseil privé, après avis du Conseil d'Administration.

Art. 9. L'évaluation de la valeur locative des propriétés bâties soumises à la contribution foncière est renouvelée tous les trois ans par la Commission prévue à l'article 4.

Art. 10. Dans le mois qui suivra la publication du présent arrêté chaque propriétaire ou usufruitier devra faire soit à la Mairie soit à la Chefferie du district dans lequel se trouve situé le bien, sur des imprimés *ad-hoc*, qui seront fournis par l'Administration, la déclaration de tous les immeubles bâtis qu'il délient soit comme propriétaire soit comme usufruitier. Ces déclarations devront énoncer :

- 1° Le lieu de la situation de l'immeuble ;
- 2° Le nom de la terre sur laquelle est édifiée la construction ;
- 3° Les abornements ;
- 4° La contenance ou la longueur des limites ;
- 5° La désignation et l'importance des constructions ;
- 6° Les actes établissant leurs droits de propriété ou d'usufruit ;
- 7° Enfin, dans le cas où l'immeuble ne serait pas occupé par le propriétaire ou l'usufruitier, les noms des personnes qui le détiennent en location. Le prix annuel du loyer devra toujours être indiqué et le bail énoncé.

Récépissé de la présente déclaration sera remis à l'intéressé par le Secrétaire de la Mairie ou le Secrétaire de l'Etat civil.

Art. 11. Tout défaut de déclaration ou toute déclaration reconnue fautive dans le but de se soustraire en tout ou en partie au paiement de l'impôt entraînera pour le propriétaire contrevenant l'imposition pendant un an à la double taxe foncière pour l'immeuble non déclaré, le minimum de cette pénalité ne pourra être inférieur à 10 francs par contravention.

Art. 12. Les pénalités ci-dessus seront prononcées par le Gouverneur en Conseil privé sur la poursuite de l'agent du Service local chargé de l'établissement des rôles de l'impôt foncier.

Il pourra être tenu compte pour l'application de la pénalité, des circonstances qui ont accompagné la contravention et de la bonne foi des contrevenants.

Art. 13. La contribution foncière sera payable par trimestre et d'avance.

Art. 14. Le Service local aura pour l'impôt foncier privilège sur le revenu des immeubles qu'il frappe. En cas d'insuffisance l'action du Trésor s'exercera sur tous les autres biens du débiteur au même titre que les créanciers ordinaires.

En cas d'indivision dans la propriété d'un immeuble tous les copropriétaires seront solidaires pour le paiement de l'impôt foncier.

Art. 15. Les dispositions de l'arrêté du 16 février 1881, Titres 2, 3, 4 et 5, demeurent applicables à l'impôt foncier en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté.

En ce qui concerne le mode d'instruction et la procédure à suivre devant le Conseil du Contentieux, référence est faite aux articles 100 à 104 inclus du décret du 5 août 1881.

Art. 16. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

FAAUE RAA *tei faatia i te hoe moni titau raa i nia i te mau fenua e fare to nia iho.*

(No te 23 titema 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hio raa i te faaue raa mana no te 28 titema 1885 no te faatereraa i te Hau i te Fenua nei ;

I te hio raa i te faaue raa mana no te 19 no me 1903, o tei faaore roa i te Apooraa rahi o te Fenua nei e o tei faatia i te hoe Apooraa na te Hau ;

I te hio raa i te rata a te Faaterehau rahi no te 7 atopa 1904, n° 55, o tei faatia roa e ia faatia hia te hoe titau raa i nia i te mau fenua e fare to nia iho ;

I te hio raa i te parau i feruri hia e te Apooraa a te Hau, i teie nei mahana ;

Ia faaroo hia te parau a te Apooraa a te Tavana Rahi,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Ua faatia hia i te mau Fenua Farani i Oteania, e ei te 1 no tenuare 1905 taio atu ai, i te hoe titau raa ra (moni) no nia i te mau fenua e fare to nia iho.

E faatu hia taua titau raa ra i nia i te mau huru fare atoa, oia 'toa i te fenua i faatia hia te fare e te mau vahi fenua 'toa hoi e faaati mai, mai te aua, te aua tiare.

Irava 2. Te faaau raa no te moni titau ra, i te mau fare faaea raa taata e oia 'toa te mau huru fare tei ore i faataa hia te huru i te irava 6 i muri nei e faaau hia, auaa noa e ua parahi hia o te fatu fare iho e aore ra e te vetahi e atu, na roto i te mea tarahu e aore atu a e mea haaparahi noa hia, e aore a hoi, mai te mea e aore i parahi hia te reira fare, e faaau hia taua titau raa ra, na nia i te rahi e aore ra te iti raa o te moni no te tarahu raa, tarahu raa mau e aore ra na roto i te tohu noa raa.

Irava 3. Ua faataa hia taua titau raa ra i nia i te 3 0/0 no roto i te moni tarahu raa ta matahiti.

Irava 4. Te faataa raa matamua i te huru o te moni tarahu raa e au ra e rave hia ia mai teie i muri nei :

Faataa raa matamua : I Papeete e i nia 'toa i te taa'toa raa o te tuhaa no Papeete (commune) na te hoe ia tomito faatia hia mai teie te huru :

Te Maire no Papeete, Peretiteni ;

Te hoe taata no-roto i te Apooraa oire;

El piti fatu fenua, e tia i te tuhaa no Papeete e o te maiti hia i rotopu i te mau fatu fenua rahi (oia hoi te rahi ta ratou titau raa e aufau);

Te hoe taata toroa no te Hau i te fenua nei;

Te papai parau no te fare *maire*, papai parau.

A taa 'tu ai te *Maire* no Papeete, na te Tavana Rahi e maiti i na taata too maha no te faatia raa i taua tomite ra.

Faataa raa piti : I te mau mataeinaa ra, e te hoe tomite te faatia hia mai teie te huru :

1° El te peretiteni no te Apooraa,

2° e te hoe toopae no te mataeinaa,

3° e na fatu fenua rahi e piti o te maiti hia no rotopu i te feia e rahi te tuhaa titau raa,

4° e te hoe taata toroa no te Hau i te fenua nei.

5° e te Papai parau tivira, papai parau, e na taata matamua too maha te maiti hia e te Tavana rahi.

Faataa raa toru : I te mau amui raa fenua ra, e faatia hia ia te tomite, ia taê ra ia i te tau e au ai ia rave oia i taua ohipa ra. e te Tavana Hau, te taata haapao faufaa a te Hau, e te Tavana mataeinaa.

Irava 5. El afai hia te horo raa no nia i te faataa raa a te mau tomite i faaite hia i te irava i nia uei (irava 4) i mua i te aro o te tiripuna faataa raa parau a te Hau (Tribunal du Contentieux administratif).

Na te Hau o te fenua nei e afai i taua horo raa ra, e aore ra na te taata fare iho, i roto i na avae e toru, i muri mau ae i te poro raa hia te puta (rôle) vairaa ohipa titau raa.

Ua haapao hia i na avae e ono no te mau horo raa a te mau amui raa fenua.

Irava 6. El ore e faaû hia teie nei titau raa :

1° Te mau huru fare atoa a te Hau metua, ta te Hau o te fenua nei e ta te Hau oire, mai te mea e aore e faufaa moni e roaa mai i taua mau huru fare ra, e aore ra e fare haapao hia no te maitai no te taata'toa;

2° I na matahiti e pae, no te mau fare api, te taio hia mai te 1 tenuare no te matahiti e nehenehe ai ia parahi hia e te taata, teie ra hoi e tia'i ia titau atu te fatu fare i te hoe parau tapao no te faaite raa i te mahana mau i nehenehe ai taua fare ra ia parahi hia e te taata. To Papeete ra na te *Maire* ia no te oire e tuu i taua tapao ra i roto i te rima o te fatu fare, e i te mau mataeinaa ra, na te Peretiteni ia o te Apooraa e tuu i taua tapao ra.

I to te mau fare ra tei oti roa i te 1 no tenuare 1905 e tei ore â hoi i noaa te pae raa matahiti i te oti raa, ia tae i taua 1 no tenuare 1905 ra, na te tomite iho ia e faataa i te tau e au no te haamata raa te taio-raa i te area no te aufau-ore raa i te titau raa moni fare.

3° Te mau fare i haapao hia no te mau haapao raa (fare pure-raa) tei farii hia e te Hau;

4° Te mau fare i haapao hia no te ohipa haapii raa tamarii, auaa noa'tu e o vai te fatu i tereira huru fare.

Irava 7. El ore e faaû hia teie titau raa i te mau fatu e aore ra te mau fatu amu noa (usufruitiers) no te mau fenua faatia hia te fare i nia iho e ia amui hia te rahi raa taa'toa o te faufaa e noaa i tereira, eita e taea hia te 600 farane i te matahiti hoe (mai te haapao ore i te vahi tei reira te vai raa) no te mea ua riro ia, ia

faaû hia i nia i te *denier* 10, i na farane e 6,000 te faufaa taa'toa.

Irava 8. El tia ia haapao hia, oi faufaa no te Hau oire no Papeete, i te hoe tuhaa no roto i te moni titau raa i faaû hia i nia i te mau fare e vai i roto i taua tuhaa oiro ra (commune). Na te hoe ia faaue raa, te rave hia e te Tavana rahi i roto i tana Apooraa, e i muri ae i te faaroo raa hia te parau a te Apooraa a te Hau e faataa i taua tuhaa ra.

Irava 9. E i te mau toru raa matahiti e faataa faahou ai te tomite i faaite hia i te irava 4, i te ohipa no te faaau raa i te rahi raa no te titau raa e faaû hia i nia i te mau fenua e fare to nia iho.

Irava 10. I roto i te avae hoe i muri ae i te poro raa hia teie faaue raa, e faaite ia te mau fatu, e te mau fatu amu faufaa noa, i te *Maire*, e aore ra i te Peretiteni no te mataeinaa tei reira ta ratou ra mau faufaa, e i nia i te hoe parau nenei hia no te reira (ad-hoc) e o te horoa noa hia mai e te Hau, i te mau fenua e fare to nia iho e ta ratou e mau ra, na roto i te riro raa ei fatu mau e aore ra ei fatu amu faufaa noa. El faaite i roto i taua mau parau ra i teie mau mea i muri nei, e tia'i :

1° Tei hea te fenua fare;

2° Te ioa o te fenua tei faatia hia te fare;

3° Te mau otia;

4° Te rahi raa taa'toa (metera taea) e aore ra te roa raa o te mau otia o te fenua;

5° Te faaite raa i te huru e te rahi raa o te fare;

6° Te mau parau tapao no te riro raa ei fatu mau e aore ra ei fatu amu noa;

7° El mai te mea e aita taua fare ra i parahi hia e te fatu mau, e aore ra e te fatu amu noa, e faaite â ia i te ioa o te taata e parahi tarahu ra, e faaite atoa i te rahi raa moni tarahu i te matahiti hoe, e faahiti atoa e mea faaau papai hia nei te tarahu raa.

El tuu hia mai e te papai parau no te fare *maire* e aore ra e te papai parau tivira, i te hoe parau tapao i roto i te rima o te fatu fare.

Irava 11. Te mau fatu te ore e faaite, e aore ra te afai i te parau faaite raa haavare e o tei na reira no te hinaaro ore i te aufau i taua titau raa ra, te taa'toa raa e aore ra te hoe paeau, e faaû hia 'tu ia, i nia ia ratou ei utua, i te tataipiti raa i te titau raa, no te matahiti hoe; e no te fenua-fare tei-ore i faaite hia ra.

El eiaha taua utua ra ia iti ae i na farane 10, no te faahapa raa hoe e tia'i.

Irava 12. Na te Tavana Rahi i roto i tana Apooraa, e faaû i te mau utua i faaite hia i nia nei, no nia i te tuatapapa raa a te taata no te piha titau raa moni te haapao hia no te papai raa i te puta (rôle) no te titau raa moni i nia i te mau fenua e fare to nia iho.

El tia, no te faaû raa i te utua, ia hiohio hia te mau mea i tupu ai te faahapa raa i teie faaue raa e i te huru o te manao o te taata i faahapa ra.

Irava 13. El aufau hia te moni titau raa i nia i te fare i te mau toru raa o te avae e e na mua hoi.

Irava 14. No te haapee raa i te moni titau raa i nia i te fe

nua-fare, o te Hau ia o te Fenua nei te na mua hia no roto i te tuhaa moni e noaa i te fare.

E mai te mea e aita i navai ra e tuatapapa ia te fare vai raa moni a te Hau i nia i te taatoa raa faufaa a te taata i ore i haapee i tana titau raa, mai ta te mau taata 'toa i amu tarahu hia ra te huru.

Mai te mea e e fenua-fare ohopa ore hia (mai te mea e e piti, e toru fatu ra) o te mau fatu atoa ia te hio hia no te haapee raa i te moni titau raa.

Irava 15. E faa'ui hia i nia i te ohipa titau raa moni fare te mau haapao raa no te faaue raa no te 16 feppure 1881, tuhaa 2, 3, 4, 5. Mai te mea e aita taua mau haapaoraa ra i au ore i nia i teie nei faaue raa.

No te paeau ra i te ohipa maimi roa e i to te tuatapapa raa i mua i te aro o te Apooraa faataa raa parau a te Hau (Conseil du Contentieux) e hio ia i teireira i te mau irava 100, 101, 102, 103, 104 no te faaue raa mana no te 5 atete 1881.

Irava 16. No te haamana raa, e faaite hia, tomite hia e e poro hia teie faaue raa i te mau vahi atoa e au ra.

Papeete, le 23 no titema 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *ouvrant au budget du Service Local, exercice 1904, un crédit d'ordre de la somme de 200.000 francs.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 295 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique, ensemble l'article 49 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des Colonies ;

Attendu que les crédits d'ordre ouverts par arrêtés des 29 janvier et 30 septembre 1904, pour la régularisation de la comptabilité des agents spéciaux sont épuisés ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, au budget du Service local, exercice 1904, pour la régularisation de la comptabilité des agents spéciaux, un nouveau crédit d'ordre de deux cent mille francs, dont il sera tenu compte au Chapitre 10, Dépenses d'ordre, article 4, *Avancés aux agents spéciaux*, et auquel il sera pourvu au moyen des ressources ordinaires de l'exercice en cours.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *portant ouverture de crédits provisoires au compte de divers chapitres du budget Colonial, exercice 1904.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 ;

Vu le décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 16 mai 1891 modifiant l'article 6 du décret précité ;

Vu la circulaire du 31 janvier 1898 interprétative du décret du 16 mai 1891 ;

Vu l'arrivée dans la colonie de l'ordonnance de délégation en date du 11 octobre 1904, n° 1430 ;

Vu l'insuffisance des crédits délégués ;

Attendu qu'il importe d'assurer par des dispositions provisoires la marche régulière du service en attendant la notification de nouvelles ordonnances de délégation en ce qui concerne les chapitres 43 (vivres et fourrages) et 47 (matériel des hôpitaux) et de régulariser les dépenses déjà effectuées sur les crédits provisoirement ouverts ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont annulés les crédits provisoires ouverts par arrêtés des 30 décembre 1903, 23 mars, 31 mai et 22 septembre 1904 au titre des chapitres 43 (vivres et fourrages) et 47 (matériel des hôpitaux).

Art. 2. Il est ouvert, au titre des mêmes chapitres, les crédits provisoires ci-après :

Chapitre 43 (Vivres et fourrages).....	10.000 »
— 47 (Matériel des hôpitaux)...	31.000 »

Art. 3. Ces crédits seront annulés dès la réception des ordonnances de délégation qu'ils ont pour but de suppléer.

Art. 4. Le présent arrêté, dont il sera rendu compte au Département, sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *autorisant l'ouverture au budget de la Commune de Papeete de divers crédits supplémentaires.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1875 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 50 du décret du 8 mars 1879 instituant un Conseil municipal à Nouméa (Nouvelle Calédonie), rendu applicable à la Commune de Papeete par le décret du 20 mai 1890 ;

Vu les délibérations du Conseil municipal dans sa séance du 24 novembre 1904 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est autorisée l'ouverture au budget municipal, exercice 1904, des crédits supplémentaires suivants :

Chapitre 1 ^{er} . — Art. 5. — Mobilier de la Mairie.....	50 fr.
— 6. — Remises du Receveur municipal	1.800
— 21. — Entretien des conduites d'eau et fontaines.....	500
— 36. — Hospitalisation des indigents etc	2.500
— 42. — Frais de poursuites.....	100
Chapitre 3. — Art. 72. — Frais de justice.....	125

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *approuvant une délibération du Conseil municipal portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 1,100 francs pour l'achat d'une parcelle de la terre Puaatehu, sise à Fautaua.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 50 du décret du 8 mars 1879 instituant un Conseil municipal à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), rendu applicable à la Commune de Papeete par décret du 20 mai 1890 ;

Vu l'article 119 du décret financier du 20 novembre 1882 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 24 novembre 1904 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est approuvée la délibération susvisée du Conseil municipal de Papeete, en date du 24 novembre 1904, ayant pour objet d'ouvrir, au titre du budget de l'exercice en cours, article 74, un crédit supplémentaire de la somme de *mille cent francs* pour l'acquisition d'une parcelle de la terre Puaatehu sur laquelle se trouve établie la prise d'eau de Fautaua.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

FAAUE RAA *no te faaau-faahou-raa i te huru no te titauraa i te moni uri.*

(No te 23 no titema 1904.)

TE TAVANA RAHI MONO NO TE MAU FENUA FARANI I OTEANIA,

I te hioraa i te faaueraa mana no te 28 no titema 1885 no te faatereraa i te Hau o te fenua nei ;

I te hioraa i te irava 6 no te faaueraa mana no te 19 no me 1903 tei faaore roa i te Apooraa Rahi no Tahiti e Moorea e o tei faatia i te hoe Apooraa faatereraa hau no te mau fenua farani i Oteania nei ;

I te hioraa i te faaueraa mana no te 16 no tiunu 1892 no nia i te moni uri ;

I te hioraa i te faaueraa no te 9 no fepuare 1893, no te faaau-raa i te huru no te titauraa i te moni uri i te mau fenua farani i Oteania nei ;

I te hioraa i te mau vahi i titau hia mai e te Tomite no te hiopoa-faahou-raa i te paeau titauraa moni no te fenua nei ;

I te hioraa i te manao i faaite hia mai e te Apooraa faatereraa hau i tona tairururaa i te 23 no titema 1904 ;

I te hioraa i te rata a te Faatere hau rahi no te mau fenua ai-huaraau no te 3 no tetopa 1904, n° 49, o tei faatia mai i teie nei faaueraa ;

Ia faarohia te parau a te Apooraa a te Tavana rahi,

TE FAAUE NEI :

Irava 1. Mai te 1 e tae noa atu i te 30 no tenuare i te mau matahiti atoa, e faaite ia te feia fatu uri i te rahiraa o ta ratou mau uri i te Farehau tivira i roto i te mau tuhaa oire e i mua i te aro o te taata i faatoroahia no te reira i nia i te mau mataeinaa. Na te Apooraa e hiopoa taua faatereraa ra i nia i te mau mataeinaa.

Irava 2. Ei reira ra e aufau hia ai te rahiraa o te moni i roto

i te rima o te feia toroa i faataahia no te fariiraa mai i te faaite raa i faauehia na roto i te irava i mua nei :

Irava 3. Te mau vahi atoa tei ore i au i teie nei faaueraa, te faaore-roa-hia nei ia.

Irava 4. E haapao te Mau moni a te Hau, no te mau vahi e au i to'na toroa, i te haamanaraa i teie nei faaueraa, o te faaitiehia e o te tomitiehia e o te porohia i te mau vahi atoa e au ra.

Papeete, le 23 no titema 1904.

HENRI COR.

Na te Tavana rahi :

Te Mau moni a te Hau,

CORIDON.

ARRÊTÉ *autorisant le Trésorier-payeur à faire emploi dans ses écritures du montant des taxes irrécouvrables sur l'exercice 1902.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 25 § 2 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'état des taxes irrécouvrables présenté par le Trésorier-Payeur pour l'année 1902 ;

Vu l'article 49 § 2 de l'arrêté du 16 février 1881 ;

Vu le décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des Colonies ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le Trésorier-payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures du montant des taxes irrécouvrables sur l'exercice 1902, s'élevant à la somme de *huit mille neuf cent soixante-trois francs, quatorze centimes*, savoir :

Patentes	1.110 ⁶ 64
Poids et mesures	22 60
Impôt dit des routes	6.096 60
Taxes sur les chiens	1.669 "
Frais d'avertissement	64 30
Total	<u>8.963 14</u>

Le présent arrêté et les états récapitulatifs seront mis à l'appui de sa comptabilité.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ *accordant à M. E. Helme, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,285 fr. 72 et remboursement d'une somme égale payée en trop.*

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 25 § 2 du décret organique du 28 décembre 1885 ;

Vu la demande de M. E. Helme tendant : 1° au dégrèvement du montant des deux septièmes de ses patentes de scaphandrier, pour les scaphandres estampillés n°s 39 et 40, qu'il n'a employé que pendant cinq mois pour la pêche de la nacre aux Tuamotu en 1904 ; 2° au remboursement d'une somme de 1,285⁷² payée par lui en trop pour les dites patentes ;

Vu le certificat délivré par le Chef-adjoint du district de Katiu

attestant que les scaphandres n^{os} 39 et 40, appartenant à M. E. Helme, ont cessé toute opération de plonge de fin février au 6 mai 1904;

Attendu que M. Helme a acquitté au Trésor, suivant quittance n^o 271, la somme de 4,507^{fr} 60 représentant le montant total de ses patentes, alors qu'il n'était dû par lui que celle de 3.221^{fr} 88 pour cinq septièmes, c'est-à-dire pour les mois de mai, juin, juillet, août et septembre 1904, période pendant laquelle il a employé ses scaphandres; qu'il y a lieu, en conséquence, de lui rembourser la différence qu'il a payée en trop, soit 1,285^{fr} 72;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont accordés à M. E. Helme :

1^o Le dégrèvement de la somme de *mille deux cent quatre-vingt cinq francs soixante-douze centimes* représentant les deux septièmes de ses patentes de scaphandrier, année 1904, pour les scaphandres n^{os} 39 et 40.

2^o Le remboursement de la somme de *mille deux cent quatre-vingt cinq francs soixante-douze centimes* qu'il a payée en trop pour les dites patentes.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ accordant à M. E. Helme, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,607 fr. 14 et autorisant le remboursement de celle de 107 fr. 14 payée en trop.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 25 § 2 du décret organique du 28 décembre 1885;

Vu la demande de M. E. Helme tendant : 1^o au dégrèvement du montant des 5/7^{ms} de sa patente de scaphandrier pour le scaphandre estampillé n^o 4, qu'il n'a employé que pendant deux mois pour la pêche de la nacre aux Tuamotu, en 1904; 2^o au remboursement d'une somme de 107 fr. 14 payée par lui en trop pour ladite patente;

Vu le certificat délivré par le Président du district de Makemo, attestant que le scaphandre n^o 4, appartenant à M. E. Helme, a cessé de fonctionner aux Tuamotu le 23 avril 1904;

Vu également le certificat émanant de M. l'Administrateur des Gambier attestant que le scaphandre estampillé n^o 4 a été, depuis le 3 mai 1904, employé au service de l'équipe n^o 2 de Rikitea;

Attendu que M. Helme a acquitté au Trésor, suivant quittance n^o 3389, la somme de 753 fr. 85 représentant le tiers de sa patente, alors qu'il n'était dû par lui que celle de 646 fr. 71 pour deux septièmes, c'est-à-dire pour les mois de mars et avril 1904, période pendant laquelle il a employé son scaphandre; qu'il y a lieu, en conséquence, de lui rembourser la différence qu'il a payée en trop, soit 107 fr. 14;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont accordés à M. E. Helme :

1^o le dégrèvement de la somme de *mille six cent sept francs quatorze centimes*, représentant les 5/7^e de sa patente de scaphandrier, année 1904, pour le scaphandre n^o 4;

2^o le remboursement de la somme de *cent sept francs quatorze centimes*, qu'il a payée en trop pour la dite patente;

Art. 2. Le présent arrêté, sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ accordant à M. W. Brander, scaphandrier aux Tuamotu, le dégrèvement d'une somme de 1,285 fr. 72 et autorisant le remboursement de celle de 964 fr. 29 payée en trop.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 25, § 2, du décret organique du 28 décembre 1885;

Vu la demande de M. W. Brander tendant : 1^o au dégrèvement du montant des quatre septièmes de sa patente de scaphandrier, pour le scaphandre estampillé n^o 23, qu'il n'a employé que pendant trois mois pour la pêche de la nacre aux Tuamotu en 1904; 2^o un remboursement d'une somme de 964 fr. 29 payée par lui en trop pour ladite patente;

Vu le certificat délivré par le gendarme détaché à Hao attestant que le scaphandre n^o 23 n'a pas fonctionné du 10 mai au 5 novembre 1904;

Attendu que M. W. Brander a acquitté au Trésor la somme de 1,932 fr. 42, comprise dans le versement effectué suivant récépissé n^o 301, représentant les 6/7^e de la patente, alors qu'il n'était dû par lui que celle de 968 fr. 13 pour 3/7^e, c'est-à-dire pour les mois de mars, avril et mai 1904, période pendant laquelle il a employé son scaphandre; qu'il y a lieu, en conséquence, de lui rembourser la différence qu'il a payée en trop, soit 964 fr. 29;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont accordés à M. W. Brander :

1^o Le dégrèvement de la somme de *mille deux cent quatre-vingt-cinq francs soixante-douze centimes* représentant les quatre septièmes de sa patente de scaphandrier, année 1904, pour le scaphandre n^o 23;

2^o le remboursement de la somme de *neuf cent soixante-quatre francs vingt-neuf centimes* qu'il a payée en trop pour ladite patente.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ dégrevant d'une somme de 1,285 fr. 72 M. W. Brander, scaphandrier aux Tuamotu.

(Du 23 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 25 § 2 du décret organique du 28 décembre 1885;

Vu la demande de M. W. Brander tendant à être dégrevé du montant de deux patentes de scaphandrier pour la période pendant laquelle il n'a pas fait usage de ses deux scaphandres estampillés N^{os} 2 et 22 pour la pêche de la nacre aux Tuamotu en 1904;

Vu les certificats délivrés par les agents de l'Administration constatant que les scaphandres n^{os} 2 et 22 appartenant à M. W. Brander n'ont pas été employés à la plonge de la nacre aux Tuamotu;

motu, le premier pendant un mois et le second pendant trois mois ;
Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est accordé à M. W. Brander le dégrèvement de la somme de *mille deux cent quatre-vingt-cinq francs soixante-douze centimes* représentant :

1^o le 1/7 du montant de la patente, année 1904, pour le scaphandre n^o 2.

2^o les 3/7 du montant de la patente pour le scaphandre n^o 22.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 décembre 1904.

HENRI COR.

DÉCISION nommant les magistrats devant faire partie du Conseil privé constitué en Conseil du Contentieux Administratif pour l'année 1905.

(Du 28 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 1^{er} du décret du 5 août 1881 concernant l'organisation du Conseil du Contentieux Administratif ; ensemble le décret du 7 septembre 1881 ;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir à nouveau à la nomination des Magistrats qui doivent être adjoints audit Conseil du Contentieux Administratif ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. Sont nommés, pour faire partie du Conseil privé constitué en Conseil du Contentieux Administratif pour l'année 1905 :

Membres titulaires :

MM. Girardot, Président du Tribunal supérieur ;
Pietri, Juge au Tribunal supérieur.

Membres suppléants :

MM. Grazais, Substitut du Procureur de la République ;
Thuret, Président *p. i.* du Tribunal de 1^{re} Instance.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

DÉCISION nommant les membres de l'Assistance judiciaire pour l'année 1905.

(Du 28 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'arrêté du 8 octobre 1873 portant organisation et composition de l'Assistance judiciaire dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. Le bureau de l'Assistance judiciaire, pour l'année 1905, est composé comme suit :

MM. Goupil, défenseur ;
Vincent, notaire ;
Martin, négociant ;
Vermeersch, receveur de l'Enregistrement ;
Un délégué de l'Administration, désigné par le Secrétaire Général ;
Vidal, greffier *p. i.*, secrétaire.

Art. 2. MM. Poroi, entrepreneur, et Brault, défenseur, sont désignés comme membres suppléants dudit bureau.

Art. 3. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

DÉCISION fixant les dates d'ouverture des quatre sessions de la Haute-Cour tahitienne pour l'année 1905.

(Du 28 décembre 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 5 de la loi du 28 mars 1866 ;

Sur la proposition du Chef du Service Judiciaire ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. La Haute-Cour tahitienne ouvrira ses quatre sessions de 1905 les mercredis 1^{er} mars, 7 juin, 6 septembre et 6 décembre.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Judiciaire,
E. CHARLIER.

DÉCISION désignant les fonctionnaires chargés de recevoir les déclarations des propriétaires de chiens.

(Du 23 décembre 1903.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1904 réglant à nouveau le mode de perception de la taxe sur les chiens,

DÉCIDE :

Sont désignés pour recevoir les déclarations exigées par l'article 1^{er} de l'arrêté précité et percevoir, dans les conditions indiquées par l'article 2 du même acte, le montant de la taxe sur les chiens, pour le compte du Trésorier-Payeur, le Maire, à Papeete, les Présidents des Conseils des districts ou à défaut les vice-présidents des dits conseils dans toutes les parties de la colonie où ils sont régulièrement organisés.

Partout ailleurs, les dites déclarations seront reçues et les dites perceptions seront effectuées par les agents spéciaux ou les Chefs de poste.

Les perceptions seront obligatoirement consignées sur des registres à souche.

Papeete, le 24 décembre 1904.

HENRI COR.